

lettre du 19 mai à M. Horsman, ou encore dans la conversation que j'ai eue avec lui en février—j'ai indiqué que les conseillers juridiques pourraient se rencontrer pour discuter de la question, afin que les responsables de l'Alberta profitent de l'opinion de nos conseillers.

Cette proposition fut acceptée et, le 6 juin, il y a eu une rencontre de juristes du fédéral et de l'Alberta au cours de laquelle ils ont examiné en détail toutes les raisons pour lesquelles nous considérons le projet de loi 1 inconstitutionnel. Nous pensons que le projet de loi serait présenté de nouveau à la nouvelle législature.

Les fonctionnaires responsables se sont rencontrés, et je suppose qu'il n'y a pas eu consensus.

• (1450)

**Le sénateur Fairbairn:** Honorables sénateurs, si j'ai bien compris la réponse du leader du gouvernement à la question précédente, il s'est engagé à voir s'il peut déposer cette correspondance, peut-être avec l'accord de M. Horsman et de M. Getty.

**Le sénateur Murray:** Honorables sénateurs, je vais d'abord prendre conseil. Je n'ai pas eu le temps de faire quoi que ce soit depuis hier.

LA RÉOUVERTURE DES NÉGOCIATIONS AU SUJET DE  
L'ACCORD DU LAC MEECH—LA POSITION DU  
GOUVERNEMENT

**L'honorable Dan Hays:** Honorables sénateurs, j'ai une question supplémentaire, qui s'ajoute à celles que les sénateurs Fairbairn et Olson ont posées aujourd'hui et hier. Il est manifeste que les gouvernements du Canada et de l'Alberta diffèrent d'avis sur une certaine disposition de l'Accord du lac Meech. La formulation de la disposition concernant la nomination des sénateurs risque de prêter à confusion. Je me rappelle fort bien la déclaration du gouvernement, qui a dit que seule une erreur monumentale entraînerait la réouverture des négociations sur l'Accord du lac Meech. Quelqu'un a-t-il jamais songé à rouvrir les négociations au moins avec l'Alberta à propos de cette disposition sur la nomination des sénateurs? Quelques mots suffiraient peut-être à aplanir le différend entre les deux gouvernements. Autrement, il se peut que le désaccord entre les deux paliers de gouvernement soit tellement profond qu'il faille y regarder à deux fois avant d'intégrer cette disposition dans la Constitution.

**L'honorable Lowell Murray (leader du gouvernement et ministre d'État (Relations fédérales-provinciales)):** Honorables sénateurs, mon collègue comprend mal la situation. Le désaccord ne porte ni sur l'Accord du lac Meech, ni sur une de ses dispositions. D'après l'avis juridique qui nous a été communiqué, l'*Alberta Senatorial Selection Act* est inconstitutionnelle. Cela n'a rien à voir avec les dispositions de l'Accord du lac Meech.

**Le sénateur Hays:** Honorables sénateurs, je voudrais que le ministre éclaire ma lanterne. L'avis juridique dont vous parlez ne part-il pas du principe que l'Accord du lac Meech fait partie de la Constitution?

**Le sénateur Murray:** Honorables sénateurs, ce n'est pas le cas.

**Le sénateur Hays:** Honorables sénateurs, il faut doublement m'éclairer alors. L'avis des légistes fédéraux ne part-il pas du principe que le premier ministre et les premiers ministres provinciaux ont convenu que l'Accord du Lac Meech s'appliquera pendant que les assemblées législatives provinciales en sont saisies?

**Le sénateur Murray:** Non, honorables sénateurs.

## LE PANAMA

### L'INTERVENTION AMÉRICAINE—LA DÉCLARATION DU PREMIER MINISTRE

**L'honorable Peter A. Stollery:** Honorables sénateurs, je veux revenir au passage de la déclaration que le premier ministre a prononcée hier à l'appui de l'intervention américaine au Panama, où il parle des valeurs fondamentales de l'ensemble des Canadiens. Les États-Unis ont nommé Guillermo Endara président du Partido Panamenista Autentico, qui a eu pour chef et théoricien le célèbre Arnulfo Arias, décédé l'an dernier après avoir été élu trois fois président de Panama. C'est donc ce parti qui a été porté au pouvoir par les Américains. Arias était un ami de Hitler; il a été éjecté du pouvoir par les Américains en 1941, et il a été évincé de nouveau en 1951 et en 1968. Non seulement Arnulfo Arias et son parti haïssaient-ils les juifs, mais ils ont aussi enlevé leur citoyenneté à 30 000 Noirs descendants de travailleurs antillais venus au Panama pour la construction du canal. Le leader du gouvernement croit-il que le premier ministre connaissait ces faits lorsqu'il a donné son appui à l'intervention américaine en laissant entendre que cela traduisait le courant de pensée principal au Canada?

**L'honorable Lowell Murray (leader du gouvernement et ministre d'État (Relations fédérales-provinciales)):** Honorables sénateurs, j'invite mon collègue à faire inscrire un avis d'interpellation au *Feuilleton* pour débattre de la question à un moment plus approprié.

## LE SÉNAT

### LA CONSTITUTIONNALITÉ DES ÉLECTIONS EN ALBERTA POUR COMBLER UN POSTE VACANT—RENOVI À LA COUR SUPRÊME

**L'honorable Joyce Fairbairn:** Honorables sénateurs, j'ai une autre question à propos de l'élection du sénateur de l'Alberta. D'après mes notes, c'est le 23 août que le leader du gouvernement a écrit au premier ministre de l'Alberta et à M. Horsman pour leur demander si l'Alberta préférerait renvoyer cette question à sa propre Cour d'appel, pour qu'elle examine la constitutionnalité de leurs initiatives, ou s'il serait possible d'en saisir conjointement la Cour suprême du Canada. Manifestement, on a répondu à ces propositions par la négative. Le gouvernement fédéral a-t-il effectivement songé à renvoyer cette question à la Cour suprême?